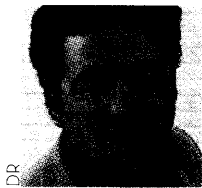


Même si les marchés craignent l'instabilité, l'économiste El Mouhoub Mouhoud juge que les performances économiques du pays vont profiter de la transition.

La fin du racket d'Etat va doper la croissance

Transition démocratique et croissance économique ne font pas bon ménage, semblent penser les agences de notation. Mercredi, Moody's a dégradé la note de la dette souveraine tunisienne et «changé la perspective de stable à négative», en raison notamment du «récent changement inattendu de régime», tandis que Fitch et Standard & Poor's ont déclaré «envisager» l'abaissement de leur note. Joint par Libération vendredi, El Mouhoub Mouhoud, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine et directeur du Groupe-ment de recherche international du CNRS Dreem (Développement des recherches économiques euroméditerranéennes), estime pourtant que la transition actuelle ne peut avoir qu'un impact positif sur les performances économiques de la Tunisie, à condition que les agences de notation ne sèment pas la panique et que la sécurité des personnes soit assurée.

«Appel d'air». Alors que le gouvernement de transition a annoncé la saisie des biens du clan Ben Ali-Trabelsi, l'inquiétude entoure l'avenir des groupes étrangers présents en Tunisie : pour certains, une partie du capital est détenue par les proches du président déchu (Orange Tunisie est ainsi propriété à 49% de l'opérateur français et à 51% d'Investec, société de Marouane Mabrouk, gendre de Ben Ali). Inquié-



tude infondée selon El Mouhoub Mouhoud : «Très peu de grands groupes sont présents en Tunisie. Hormis dans certains secteurs, dont le tourisme, ce sont surtout des PME qui sous-traitent ou possèdent des activités d'assemblage et de services, et moins des investissements directs à la recherche de marchés.» A l'inverse, la chute du clan va soulager les entreprises tunisiennes, «qui vont bénéficier d'un appel d'air considérable, récupérant à leur compte une partie de leur bénéfice auparavant ponctionnée par la mafia au pouvoir. La fin de ces prélèvements va leur permettre d'investir librement, de développer leurs opérations et de créer des emplois. La situation doit donc s'améliorer». D'autant que les sommes prélevées par le clan étaient investies dans des «placements oisifs (actifs financiers ou immobiliers en France, dans les pays du Golfe ou en Suisse), sans impact sur la croissance tunisienne». Selon des rapports internationaux, la fin du système de corruption généralisée pourrait engendrer jusqu'à deux points de croissance supplémentaire par an. Un indicateur positif qui devrait être perçu favorablement par les investisseurs. El Mouhoub Mouhoud pointe également les effets bénéfiques de «l'effervescence démocratique», qui «va décupler la motivation des Tunisiens, libérer l'initiative et déboucher sur la création d'entreprises».

Quid, dès lors, de l'attitude des agences de notation ? «C'est ahurissant, juge l'universitaire. C'est un signal fondé sur l'observation d'une incertitude d'ordre politique, qui ne prend nullement en compte les fondements futurs de la croissance tunisienne. En encourageant un mouvement de panique sur la Tunisie, les agences de notation donnent quitus aux solutions autoritaires, au motif de l'ordre et de la stabilité.» Le sénateur PS Jean-Pierre Sueur, président du groupe sénatorial France-Tunisie, ne dit pas autre chose : «Les agences de notation, en dégradant la note tunisienne, montrent qu'elles font de la politique. La pire des politiques.»

«Panique». Hélas, le risque d'appréciation des taux d'intérêts est bien réel, qui mènerait à une dégradation des indicateurs macroéconomiques (balance commerciale, taux de change...), bons jusqu'ici. «Les effets de mimétisme et de panique peuvent gâcher les potentiels réels de la Tunisie», s'inquiète El Mouhoub Mouhoud. Afin d'éviter un tel scénario, l'universitaire en appelle à la responsabilité des pays occidentaux : «Les autorités françaises et européennes doivent envoyer des signaux forts de soutien à la Tunisie, voire envisager des mesures concrètes, comme des prêts bonifiés, qui permettraient de contrebalancer les signaux négatifs des agences de notation.» Sous peine de manquer un nouveau rendez-vous avec le peuple tunisien.

RAPHAËL DUIZEND